

Olivier BECHT



Refonder ou Périr

PARTIE 1

Reprendre la route

C'était en juillet 2023 dans le Lot. À quelques jours de la fête nationale. La chaleur de l'été se faisait déjà étouffante. J'avais passé une grande partie de la journée à rencontrer des agriculteurs qui décrivaient, chiffres à l'appui, ce que la surtransposition des produits ne respectant pas les normes européennes leur coûtait concrètement face à des concurrents extérieurs soumis à des exigences bien moindres. Mais avant de quitter le Lot, je voulais m'arrêter dans une petite commune qui avait été ravagée un mois plus tôt par des pluies diluviennes.

Je voulais rencontrer ce maire qui se battait pour la réouverture de ses écoles à la rentrée des classes. L'état de catastrophe naturelle n'avait pas encore été déclaré, les expertises prendraient des semaines voire des mois, l'indemnisation viendrait peut-être, les travaux ne pouvaient pas attendre.

C'est le quotidien des élus locaux de France que je connais, pour être l'un d'entre eux, depuis vingt-cinq ans, dont dix ans dans la fonction si essentielle de maire. Naviguer dans le labyrinthe des procédures. Se battre contre le système des cases dans lesquelles on ne rentre jamais. Trouver des solutions, inventer, faire, parfois avec des bouts de ficelle, mais faire quand même, parce que c'est ce que les gens attendent.

Je me suis engagé assez jeune dans la vie locale. Par amour de ma ville, Rixheim, une commune de quatorze

mille cinq cents habitants au sein de l'agglomération de Mulhouse, dans le sud de l'Alsace. C'est là que mon grand-père gendarme avait terminé sa carrière et installé sa famille. C'est là que mon père, juriste aux mines de potasse, a rencontré ma mère, professeur dans une école de commerce, dont les parents, commerçants, vivaient à Mulhouse. C'est là que j'ai grandi, que mes parents m'ont éduqué et qu'on m'a donné l'envie de servir les autres. J'avais vingt ans lorsque j'ai fondé ma première association, trente et un ans lorsque j'ai été élu maire et président de différentes intercommunalités, trente-neuf ans lorsque je suis devenu conseiller et vice-président du conseil départemental.

Cet engagement local est la suite logique d'une carrière dédiée au service du public. Après des études à l'Institut d'Études Politiques de Strasbourg et de Paris puis l'ENA, j'ai embrassé la carrière de juge au Tribunal administratif. Je garde gravés dans ma tête les mots de la Préfète de la Région Lorraine qui m'a formé au début de ma carrière : « le service public c'est le service de tout le public. Pas de 75 ou 80 % mais de 100 % du public ».

Servir 100 % du public. C'était non seulement l'ambition mais aussi ce que la France avait su développer pendant des décennies en créant un modèle d'administration et de sécurité sociale qui avait pour vocation de ne laisser personne au bord de la route.

Puis la machine s'était grippée. Elle avait produit de plus en plus de normes, de plus en plus de strates, jusqu'à noyer sous les textes et sous les impôts ceux qu'elle était censée

servir. Tout ce qui paraissait simple il y a vingt-cinq années encore, changer une banale carte grise, déclarer un sinistre, obtenir un permis de construire, était désormais compliqué.

Le résultat est là.

La France n'a jamais dépensé autant d'argent : 1 700 milliards d'euros de dépenses publiques annuelles. Et pourtant. Le système de santé, mais aussi celui d'éducation ou de sécurité, semblent désormais au bord du gouffre.

On n'a jamais autant redistribué et malgré cela dix millions de Français vivent encore en dessous du seuil de pauvreté. Vingt millions de nos concitoyens n'arrivent pas à boucler les fins de mois.

Trouver un médecin traitant, un rendez-vous chez un spécialiste ou pour un scanner relève du parcours du combattant dans de nombreux territoires. Dans certains villages de France, la première pharmacie, le premier bureau de poste, le premier guichet bancaire et parfois la première boulangerie est à 25 kilomètres ou plus. En outre-mer, certains villages n'ont plus accès à l'eau potable, parfois plus à l'eau du tout.

Comment pouvons-nous encore faire Nation dans un pays où l'on ne vit plus les mêmes réalités, où l'on n'a plus accès aux mêmes services et donc aux mêmes droits selon que l'on habite dans une grande métropole, une ville moyenne, une banlieue, une zone rurale ou dans les outre-mers ?

Comment pouvons-nous affronter les incroyables défis que le monde moderne nous envoie, les chocs technologiques, climatiques, démographiques, géopolitiques, qui nécessitent

pour y faire face une forte cohésion nationale alors que la société française est fracturée comme jamais ?

Surtout, comment avons-nous pu en arriver là ? Comment ce pays qui compte encore parmi les cinq membres permanents du Conseil de Sécurité des Nations Unies a pu dégringoler ainsi en quelques décennies ? En sortant de cette mairie du Lot, c'était la question qui hantait mon esprit.

Sur la place du village, à l'ombre de grands platanes, des retraités jouaient à la pétanque en commentant les derniers résultats sportifs de leur club préféré. Assise sur un banc, une jeune femme regardait la scène. Elle était si belle et paraissait pourtant si fatiguée. Presque désespérée. Elle aurait pu s'appeler Marianne. Elle aurait pu être la France.

C'est en la voyant les yeux vides de rêves, les épaules chargées d'un poids trop lourd, douter ainsi de sa destinée, que j'en ai eu la conviction profonde. Il fallait tout refonder ou se résigner à voir tout s'effondrer.

En février 2024, j'ai repris le mandat de député que les citoyens de la région de Mulhouse m'ont confié en 2017. Élu sans étiquette face à une candidate de la République en Marche soutenue par Emmanuel Macron, j'ai affirmé mon indépendance. Si j'ai soutenu le Gouvernement lors de la crise du Covid en 2020 en présidant le groupe constructif « Agir ensemble » à l'Assemblée nationale, j'ai été réélu en 2022 toujours sans étiquette contre une candidate de la NUPES avant de gagner, à nouveau sans étiquette, au moment de la dissolution de 2024, contre un candidat du Rassemblement National.

Trois fois élu sans étiquette, pour rester libre et fidèle à mes convictions. Les miennes se sont forgées dans l'Histoire et la Géographie.

Ces convictions, je sais d'où elles viennent.

Elles sont nées dans les récits de mon enfance narrés par des grands-parents qui ont vécu les deux guerres mondiales, d'une grand-mère intégrée au service du travail obligatoire par l'Allemagne nazie, d'un grand-père pourchassé par la Gestapo pour avoir refusé de s'enrôler dans l'armée allemande et rejoint la résistance, puis la première armée française pour libérer Strasbourg. J'ai compris très tôt que le contraire de l'Europe, c'était la guerre. Pour moi, l'Europe n'est pas qu'un choix politique. C'est une nécessité pour vivre en paix avec ses voisins.

Ces convictions sont aussi nées dans la géographie de ma jeunesse. Vingt kilomètres de la Suisse. Quinze de l'Allemagne. J'ai grandi dans la philosophie de l'humanisme rhénan qui marque cette région du Rhin supérieur dans l'Est de la France, ce mélange de social-démocratie et de démocratie chrétienne qui place l'être humain au cœur de tout.

La réussite économique est indispensable pour assurer à la société un certain niveau de prospérité et de confort. Mais le but de l'économie ne peut se résumer à faire de l'argent. Elle doit être au service de l'homme. La prospérité doit permettre de protéger. Et l'individu, en retour, a des responsabilités envers le collectif. Ces principes simples doivent permettre un vivre-ensemble harmonieux.

Ce n'est pas une idéologie, c'est du bon sens.

Ces convictions m'ont permis de débiter mon engagement politique à 16 ans auprès d'un grand européen, Jacques Delors, en présidant son Club de réflexion « Témoin » pour les jeunes alsaciens. Malgré une grande admiration pour Jacques Chirac, dont les affiches ornaient ma chambre d'adolescent, j'ai poursuivi l'engagement à 20 ans avec une adhésion au Parti socialiste avant de le quitter au moment du référendum de 2005. Toujours fidèle aux mêmes convictions, je n'ai plus milité dans aucun mouvement politique avant 2018 lorsque j'ai participé à la naissance du petit parti de centre-droite « Agir » que j'ai quitté de facto lorsqu'il a été fondu en 2022 dans le parti Renaissance.

Mon peu d'enthousiasme pour les partis politiques et mon aversion pour les idéologies s'expliquent par une croyance forte : je crois d'abord à ce qui fonctionne. Mon vrai parti, c'est la France. Mon idéologie, le pragmatisme.

Les citoyens qui votent pour moi depuis vingt-cinq ans, au niveau local ou national, apprécient, je crois, mon combat pour des mesures concrètes. Le respect de 100% des engagements pris lors des élections, tous, pas une partie. Et la capacité à dépasser les clivages politiques pour me concentrer sur ce qui est essentiel à leurs yeux : les réalités du terrain. Ce qui compte, ce ne sont pas les grands discours : c'est ce que vivent les Français au quotidien et la capacité à changer vraiment les choses.

En 2024, j'ai retrouvé une Assemblée nationale totalement paralysée. J'ai décidé que ce temps perdu pour légiférer serait un temps utile pour la France.

C'est donc en repensant à ce village du Lot, que j'ai décidé de consacrer une journée par semaine pour aller dans chacun des 101 départements français. Agriculteurs, pêcheurs, entrepreneurs, artisans, ouvriers, enseignants, soignants, policiers, gendarmes, pompiers, élus locaux, travailleurs sociaux ou culturels, tous ceux qui font la France du quotidien et qu'on entend si peu dans les enceintes parisiennes. Je voulais y aller en tant que député de la Nation. Sans média ni attaché de presse, sans dédicace de livres, sans réunion de militants. Mon objectif était simple. Écouter. Apprendre. Comprendre.

Comprendre pour refonder.

Comprendre pour tout refonder.

C'est ainsi que j'ai pris mon bâton de pèlerin pour arpenter pendant plus de deux ans les Chemins de France. Reprendre la route pour retrouver une espérance.

La France est ce qui nous lie

Prendre la route des Chemins de France, c'est d'abord s'interroger sur ce qui nous lie. Qui sommes-nous ? D'où venons-nous ? Quel est ce pays extraordinaire qui nous accueille le temps d'une vie ?

En tant que ministre du commerce extérieur, de l'attractivité et des Français de l'étranger dans le Gouvernement d'Élisabeth Borne de 2022 à 2024, j'ai eu l'honneur d'emmener les entreprises françaises à la conquête de nouveaux marchés dans plus de soixante et un pays dans le monde. À ceux-ci s'ajoutent la quarantaine de pays que j'ai eu la chance de visiter en famille depuis ma jeunesse. J'ai ainsi parcouru plus de la moitié des pays de la planète sur tous les continents, pu apprendre de leur histoire, de leur géographie et surtout de leurs cultures.

Rencontrer autant de femmes et d'hommes aussi différents est une richesse inouïe pour comprendre le monde. C'est aussi un précieux cadeau pour comprendre ce que nous sommes nous-mêmes. Lorsqu'on parcourt la planète Terre et que l'on rentre à la maison, on réalise mieux à quel point la France est un pays singulier. Un pays à part, probablement l'un des plus extraordinaires qui n'ait jamais existé.

La France est notre lien à tous. Un lien invisible, parfois mystérieux, mais qui nous unit où que nous vivions.

La France c'est d'abord une Histoire écrite par des femmes et des hommes qui l'ont forgée dans ses victoires comme dans ses drames. Dans le meilleur comme parfois, hélas, dans le pire.

C'est l'art des grottes de Lascaux, premier chef-d'œuvre connu de l'humanité. C'est Jeanne d'Arc qui lève un siège et sauve un royaume. C'est François I^{er} qui fait de la France une puissance de la Renaissance, Henri IV qui préfère un royaume en paix à une victoire confessionnelle, Louis XIV qui rayonne depuis Versailles sur toute l'Europe, la Révolution qui invente les Droits de l'Homme et les offre au monde entier. C'est Napoléon qui porte nos armées jusqu'aux portes de Moscou, et qui en revient vaincu, comme un avertissement que la grandeur sans sagesse finit toujours par se retourner contre elle-même.

La France, ce sont les hussards noirs de la République de Jules Ferry, mais c'est, hélas, aussi la colonisation. C'est De Gaulle et la Résistance, mais c'est aussi, hélas, Vichy et la rafle du Vel d'Hiv. La France c'est Rabelais, Descartes, Pascal, Molière, Voltaire, Olympe de Gouges, Victor Hugo, Pasteur, Marie Curie, Camus, Simone Veil. Ce sont nos sportifs qui portent les couleurs de la France dans tous les stades et sur tous les podiums du monde, de Hinault à Riner, de Flessel à Manaudou, de Platini à Marchand. Ce sont Jean-Loup Chrétien, Claudie Haigneré, Thomas Pesquet ou Sophie Adenot qui la font briller jusque dans l'Espace. C'est le coq sur tous les maillots.

Mais l'Histoire de la France n'est pas uniquement celle écrite dans les livres. C'est aussi une histoire non écrite mais vécue par toutes ces femmes et tous ces hommes qui, au quotidien, œuvrent pour rendre le pays plus beau en hexagone ou dans nos outre-mers.

C'est l'agriculteur dans son champ, le pêcheur sur son bateau, l'artisan dans son atelier, le commerçant dans son magasin, l'ouvrier qui produit dans son usine ou travaille sur la voie publique, l'employé, le cadre, l'ingénieur, le technicien, l'architecte, dans son bureau ou sur le terrain, l'entrepreneur dans son entreprise, l'agent qui garde nos musées, l'artiste qui crée et joue sur la scène ou ailleurs.

C'est le scientifique, le chercheur dans son laboratoire, le professeur dans sa classe, l'élève et l'étudiant qui apprennent, le restaurateur, le serveur, l'hôtelier qui nourrissent et accueillent, le soldat qui se prépare ou combat, le sportif qui s'entraîne.

C'est le soignant à l'hôpital, l'infirmier ou le médecin dans son cabinet ou à domicile, le policier, le gendarme, le surveillant de prison, le douanier, le pompier qui veillent, le travailleur social, l'aidant familial au service des autres. C'est le parent qui veille sur ses enfants, le retraité qui transmet aux nouvelles générations ou entretient le lien social dans son quartier ou à la maison de retraite. Et tant d'autres.

La France, ce sont aussi 3,5 millions de Français vivant à l'étranger. En réalité très peu d'exilés fiscaux, mais beaucoup d'expatriés allant travailler dans une entreprise ou rejoindre une partie de leur famille. Ces Français de l'étranger sont autant d'ambassadeurs de notre pays pour nous faire rayonner dans le monde entier.

Ce sont des millions de Françaises et de Français, quelle que soit leur religion, leur origine, leur sexe, leur couleur de peau, qui œuvrent chaque jour à rendre ce pays meilleur.

Et si quelques-uns le sabotent ou l'exploitent, ils ne définissent pas la France, ils la trahissent.

La France c'est aussi une géographie sur tous les continents et les océans du monde. Des paysages grandioses façonnés par le climat. Un pays avec ses plaines, son littoral, ses lagons, ses vallées, ses montagnes, ses fleuves et ses rivières, ses villages nichés au creux des collines ou jusqu'au plus profond de l'Amazonie, ses îles soumises aux vents des mers et des océans, ses villes dont les flèches des églises et des cathédrales s'élèvent vers le ciel, ses glaces au cœur de la Terre Adélie en Antarctique.

La Nature a fait la France belle. Elle l'a surtout dotée sur une grande partie de son territoire de climats doux propices à l'activité et à l'agriculture permettant théoriquement l'autosuffisance alimentaire. Ni trop chaud, ni trop froid, ni trop sec, ni trop humide. De tels atouts n'existent quasiment nulle part ailleurs dans le monde.

Dans un tel cadre, les Français ont inscrit partout dans la pierre la trace de leurs rêves et de leurs défis en bâtissant un patrimoine, lui aussi unique au monde, légué aux générations futures. Des châteaux, des églises, des palais, des ponts, des tours, des bâtisses aux styles si différents et qui marquent l'esprit de leur époque. Ce fabuleux patrimoine traverse le temps, tel un vaisseau, pour venir jusqu'à nous, offrir un message aux passants qui tournent leurs regards vers lui. Ce n'est bien entendu pas un hasard si la France, avec près de cent millions de visiteurs accueillis chaque année, demeure la première destination touristique au monde.

La France c'est également l'alliance de différentes cultures régionales et ultra-marines qui constituent dans le domaine de la gastronomie, des arts, des langues, un patrimoine sans pareil. De la Bretagne à la Corse, de l'Alsace au Pays Basque en passant par les Ch'ti, de la Provence au Languedoc, de la Savoie au Poitou, de la Normandie à la Catalogne française, de la Polynésie à la Guadeloupe en passant par la Martinique et la Guyane, de la Nouvelle-Calédonie, de Wallis-et-Futuna à la Réunion, de Saint-Pierre-et-Miquelon à Mayotte. Nos plats traditionnels, nos boissons, nos chants, nos danses, les couleurs de nos habits pétillent et font vibrer les cœurs. Aucun autre pays dans le monde ne peut se targuer de rassembler autant de cultures régionales différentes et de créer en même temps une culture nationale rayonnante par sa littérature, son cinéma, sa musique, sa peinture.

Mais la France ne peut se définir exclusivement par un patrimoine matériel, aussi incroyable soit-il.

La France c'est d'abord et surtout l'amour de valeurs. C'est ce qui nous réunit de Paris à Marseille, de Brest à Strasbourg, de Lille à Ajaccio. De Papeete à Saint-Denis de la Réunion, de Mamoudzou à Kourou, de Fort-de-France à Miquelon, de Wallis à Pointe-à-Pitre, de Saint-Barth à Nouméa.

La France est une idée.

L'idée que les êtres humains naissent et demeurent libres et égaux en droit. L'idée que chacun doit avoir droit à sa sécurité, au respect de sa personne, de ses proches, de ses

biens et de sa dignité. L'idée que chacun peut croire ou ne pas croire, et pratiquer sa foi sans crainte. L'idée que chacun doit avoir accès à une éducation gratuite, laïque et obligatoire, et à des soins, quels que soient ses revenus. L'idée que nous avons le droit de choisir nous-mêmes notre destin par la voie démocratique, et celui de le changer quand il ne nous convient plus. L'idée que parce que la Vie n'a pas de prix, nous portons une responsabilité vis-à-vis des générations futures pour qu'elles puissent bénéficier demain des mêmes droits.

Cet amour des valeurs, la volonté de les porter et de les partager dans le monde est ce qui fait la singularité du peuple français.

La France est donc tout ceci.

Et c'est parce qu'elle est ceci que nous l'aimons. Que certains dans le monde veulent venir y vivre. Que d'autres la détestent et voudraient nous faire plier pour nous imposer d'autres valeurs, une autre culture fondée sur la force, la peur, le sacrifice de l'avenir au profit du seul présent, la négation de l'individu au seul profit d'un collectif souvent dirigé par un seul homme. Ceux-là ne veulent pas de la France telle qu'elle est : ouverte, libre, égale en droit.

Être les gardiens temporaires d'un tel trésor est une chance inouïe dont nous n'avons peut-être pas assez conscience lorsque nous sommes pris dans les tracas du quotidien. Mais c'est aussi une responsabilité qui oblige chacune et chacun d'entre nous pour l'avenir. Le pays dans lequel nous vivons est la somme de l'héritage de tous nos

pères et mères depuis plus de deux mille ans. C'est aussi celui que nous léguons à nos enfants et aux enfants de nos enfants.

Mais je serais malhonnête si je ne disais pas aussi ce que j'ai vu dans ces cent et un départements : une France qui doute d'elle-même, qui peine à se reconnaître dans cet idéal qu'elle a pourtant inventé. Entre la France que nous aimons et la France dans laquelle vivent des millions de nos concitoyens, un sentiment vivace et justifié s'est installé, celui du déclin.

Laisser décliner un tel pays ne serait pas simplement une faute. Ce serait un crime.